

SERVICE COMMUN DU CONTENTIEUX

1<sup>re</sup> Division

AFFAIRES GÉNÉRALES

*B*

N° *4371 B*

*2 Mars 1939*

Réseau *Direction de*  
(Service *Personnel*)

OBJET DE LA CONSULTATION

*Remettrait de 12 novembre 1938*  
*(mise à la retraite des agents de 1<sup>re</sup> classe)*  
*Application du droit aux garanties*

Références :

Observations :

D<sup>er</sup> N° *4371 B* ; Aff. :

MINISTRE  
des  
Travaux Publics

Paris, le 27 Janvier 1939.

-----  
Direction Générale  
des Chemins de fer  
et des Transports  
-----

LE MINISTRE

6ème Bureau

3535 (38)

à Monsieur le Président du Conseil  
d'Administration de la Société Nationale  
des Chemins de fer.

Par lettre du 20 Janvier courant, vous m'avez soumis le texte définitif des dispositions que vous envisagez d'inscrire dans les règlements de retraites du personnel de la Société Nationale - dispositions relatives à l'application de l'article 19 du décret-loi du 12 Novembre 1938, d'après lequel doivent être "admis à la retraite, avec préavis d'un mois, les agents et fonctionnaires de la Société Nationale des chemins de fer ayant atteint les conditions d'âge pour bénéficier d'une retraite normale".

Le texte de ces dispositions est le suivant :

"Art. M - Les agents mis à la retraite d'office en application de l'article 19 du décret-loi du 12 Novembre 1938 alors qu'ils ne remplissent pas les conditions d'ancienneté exigées pour l'admission à la retraite normale, bénéficient, qu'ils aient ou non 15 ans d'affiliation, d'une pension immédiate pour la détermination de laquelle il est attribué aux intéressés une bonification d'annuités égale au nombre de celles qui manquent pour l'ouverture du droit à la retraite normale avec maximum de trois ans.

"Le traitement moyen à considérer pour le calcul de la pension est celui qui eût été retenu si, pendant la période qui correspond à la bonification susvisée les bénéficiaires étaient restés en service et avaient subi des retenues pour la retraite sur la rémunération dont ils jouissaient au moment de leur départ. La pension attribuée a le caractère d'une pension normale si le nombre total d'annuités prises en compte dans le calcul est égal à 25; dans le cas contraire, elle a le caractère d'une pension de réforme liquidée à la suite d'une invalidité ne résultant pas de l'exercice des fonctions.



"Art. M + 1:- Si l'agent quitte la S.N.C.F. en application de l'article 19 du décret-loi du 12 Novembre 1938, il n'est pas nécessaire, pour que sa veuve ait droit à une pension de réversibilité, que la durée de son mariage atteigne trois ans le jour de la cessation des fonctions du mari, il suffit que le mariage ait été contracté plus de deux ans et six mois avant la date où celui-ci aurait, s'il était resté en fonctions, rempli les conditions d'âge et d'ancienneté requises pour avoir droit à la retraite normale".

Par ailleurs, vous me faites connaître que, conformément à la demande formulée par la Fédération Nationale des Anciens Combattants, vous avez décidé d'appliquer aux cheminots anciens combattants des dispositions analogues à celles prévues en faveur des fonctionnaires par le décret-loi du 17 Juin 1938.

Ces dispositions sont formulées dans le texte ci-après :

"Art. N - Pendant une durée d'un an à partir du 1<sup>er</sup> Janvier 1939, les agents titulaires de la carte du Combattant pourront, sous réserve qu'ils comptent au moins 15 années d'affiliation à la Caisse des Retraites, être admis, sur leur demande, à la retraite proportionnelle à jouissance immédiate.

"La Société Nationale fixera à la fin de chaque trimestre le nombre maximum des agents susceptibles d'être admis, pendant le trimestre suivant, à bénéficier des dispositions du présent article.

"Art. N + 1 - Les agents admis à la retraite proportionnelle dans les conditions ci-dessus bénéficieront pour le calcul de leur pension, de 5 annuités supplémentaires, sans toutefois qu'au total, leur pension puisse être calculée sur plus de 25 annuités.

"Les intéressés auront à effectuer les versements pour la retraite (part de l'agent seulement) correspondant à la bonification qui leur aura été accordée dans les conditions prévues au paragraphe précédent; la rémunération comptant pour la retraite sur laquelle sera calculé le versement sera basée sur celle dont l'agent aura bénéficié pendant l'année qui aura précédé son départ.

"La pension sera calculée d'après le traitement  
"moyen de la dernière année si ce mode de calcul est  
"plus avantageux que le mode de calcul normal.

Art. N + 2 - La bonification visée à l'article N + 1  
"ci-dessus sera accordée aux anciens combattants mis à  
"la retraite d'office en vertu des dispositions du dé-  
"cret-loi du 12 Novembre 1938; elle ne pourra toutefois  
"se cumuler avec celle prévue par l'article M.

"Les anciens combattants qui, bénéficiant de la bo-  
"nification prévue à l'article M, recueilleront en sus  
"un complément de bonification en vertu des dispositions  
"du précédent alinéa, auront à verser, pour la période  
"correspondant à ce complément de bonification, une  
"retenue pour la retraite basée sur la rémunération dont  
"ils jouissaient au moment de leur départ.

"La pension sera calculée d'après le traitement moyen  
"défini à l'article M ou d'après celui de la dernière an-  
"née s'il est supérieur.

Art. N + 3 - Les agents admis à la retraite propor-  
"tionnelle dans les conditions prévues à l'article N béné-  
"ficient de tous les avantages attachés aux pensions de  
"réforme liquidées à la suite d'une invalidité ne résul-  
"tant pas de l'exercice des fonctions.

"Il en est de même de ceux qui sont retraités dans  
"les conditions de l'article N + 2 à moins que les dispo-  
"sitions de l'article M leur donnent droit à une pension  
"ayant le caractère d'une pension normale".

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les dis-  
positions que vous m'avez soumises ne soulèvent pas d'ob-  
jection de ma part et que j'homologue, en conséquence,  
les textes ci-dessus reproduits qui seront insérés dans  
les règlements de retraite.

Vous voudrez bien m'accuser réception de la pré-  
sente décision.

Le Ministre des Travaux Publics,

Signé : A. de MONZIE.



7 mars

9

A.G.B

Monsieur le Directeur du Service Central  
du Personnel.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, comme  
vous me l'avez demandé, une note sur l'application de  
l'article 19 du décret du 12 novembre 1938 et de la dé-  
cision ministérielle du 27 janvier 1939 aux femmes  
agents dont la situation dépend de celle de leur mari  
et qui sont en disponibilité.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,



A.G.<sup>B</sup>

## N O T E

pour Monsieur le Directeur du Service  
Central du Personnel

---

Par note du 25 juin, vous avez bien voulu me demander si, comme l'estime M. le Directeur Général, le décret du 12 novembre 1938 qui avait pour but la réalisation d'économies dans l'exploitation du chemin de fer, ne peut en aucun cas entraîner de charges supplémentaires, notamment en ce qui concerne la mise à la retraite d'office des garde-barrières en état de disponibilité.

Le décret du 12 novembre 1938 a sans doute eu pour objet d'assainir les finances du chemin de fer, mais il me paraît impossible de se référer à la notion d'économies pour apprécier dans chaque cas d'espèce s'il convient d'appliquer ou non un texte qui est formel, général et ne comporte aucune discrimination.

Le texte de l'article 19 est, en effet, aussi précis



et brutal que possible et ne prévoit de dérogation aux mises à la retraite d'office que sous la forme de sursis n'excédant pas un an accordés sur décision du Ministre. Quel que soit le but poursuivi par le législateur, il est impossible d'aller à l'encontre des prescriptions impératives édictées par lui.

Il faut d'ailleurs admettre que ce qu'a envisagé le législateur c'est l'économie réalisée par la mesure dans son ensemble et non dans tel cas spécial.

La situation des garde-barrières n'est qu'une incidence de détail, comme il peut s'en produire dans l'application des règles concernant un personnel extrêmement nombreux.

Toutefois, je considère que, pratiquement, il n'y aurait pas d'inconvénient à ne pas déférer au décret en ce qui concerne les garde-barrières en disponibilité, sous réserve d'en aviser le Ministre des Travaux Publics.

Bien entendu, il n'y aura plus lieu d'utiliser les garde-barrières au-delà de 55 ans, mais lorsqu'elles réclameront leur mise à la retraite, celle-ci sera immédiatement liquidée dès lors qu'elles auront dépassé cet âge.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

P

NOTE

Application de l'art. 19 du décret-loi du 12 novembre 1938, relatif à la mise à la retraite des agents de Chemins de fer, aux femmes agents dont la situation dépend de celle du mari, et qui sont en disponibilité.

Le cas des femmes agents, dont la situation au Chemin de fer dépend de celle de leur mari, est réglé par l'art. 61, Livre II, de la Convention collective des agents du cadre permanent.

Suivant cet article, les femmes agents quittent obligatoirement leur poste, quand la situation de leur mari se modifie. Si cette nouvelle situation ne comporte pas d'emploi pour elles, celles-ci reçoivent une indemnité compensatrice égale à trois mois de leur traitement et elles peuvent demander leur mise en disponibilité.

Au cas de mise en disponibilité des agents du cadre permanent, l'art. 9 du règlement des retraites prévoit le maintien de leur droits pour les versements déjà faits, et la possibilité de poursuivre l'acquisition de ces droits à la condition de verser annuellement une somme fixée forfaitairement à 12 % des traitements servant de base aux retenues. Toutefois ce droit est limité par l'art. 61



précité, en ce qui concerne les femmes agents dont il est ici question: elles doivent pour en jouir compter au moment de la mise en disponibilité 7 ans d'affiliation, et elles ne peuvent l'exercer durant cette mise en disponibilité pendant plus de 8 ans.

Le décret-loi du 19 novembre 1938, relatif au Chemin de fer, impose dans son article 19 la mise à la retraite, avec préavis d'un mois, de tous agents sans exception ayant atteint les conditions d'âge pour bénéficier d'une retraite normale, avec prolongation de délai de 6 mois par enfant à charge.

Les femmes agents dont la situation dépend de celle du mari ne bénéficient pas de conditions spéciales à ce sujet; l'âge normal de leur mise à la retraite est celui fixé pour l'ensemble du personnel à 55 ans par l'art. 2 de la loi du 21 juillet 1909 et l'art. 5 du règlement des retraites.

En vertu du décret-loi elles doivent donc être mises à la retraite à cet âge avec prolongation de 6 mois par enfant à charge.

Le fait de se trouver en disponibilité au moment où elles atteignent 55 ans ne change rien à la question. Un agent mis en disponibilité continue de faire partie du personnel du cadre permanent; le contrat de travail est suspendu, mais non rompu; il peut être réintégré, il conserve ses droits à la retraite; il peut même dans certaines

conditions poursuivre ses versements. La mise à la retraite à 55 ans doit donc lui être imposée en vertu du décret-loi, comme à tout agent du cadre permanent.

Il est vrai que le plus souvent jusqu'ici les femmes agents qui se trouvaient en disponibilité à 55 ans ne demandaient pas leur mise à la retraite dans l'espoir d'être réintégrées avant d'avoir atteint un âge limite. Leur mise à la retraite d'office à 55 ans, en vertu du décret-loi entraînera un paiement de pension anticipé et donc pour la S.N.C.F. un accroissement de dépense, contraire au vœu du législateur qui, selon le rapport au Président de la République, se proposait de remédier au déficit du chemin de fer.

Cette circonstance ne peut avoir d'influence sur l'application du décret-loi qui doit être obéi sans réserves.

Mais une dernière question se pose. Par dépêche du 27 janvier 1939 le Ministre a approuvé un projet de modification du règlement des retraites (art. M) qui fait bénéficier les agents mis à la retraite en vertu de l'art. 19 du décret-loi du 12 novembre 1938, d'une pension immédiate, même si leurs années d'affiliation sont inférieures à 15, et d'une bonification d'annuités égale au nombre de celles qui manquent pour l'ouverture du droit à la retraite normale avec maximum de 3 ans.

Cette mesure est-elle également applicable aux



femmes agents en disponibilité mises d'office à la retraite à 55 ans ?

L'art. 9 du règlement des Retraites prévoit que la situation des agents en disponibilité non réintégrés à l'expiration de leur congé est réglée conformément aux articles 5, 6, 7 et 8. Ces articles sont précisément ceux qui s'appliquent à l'ensemble du personnel du Cadre permanent.

Ou bien l'agent dont la mise en disponibilité n'est pas renouvelée obtiendra une pension normale s'il a 25 ans d'affiliation et 55 ans d'âge; ou bien une pension immédiate, au cas de réforme après plus de 15 ans d'affiliation et une pension différée jusqu'à 55 ans dans le cas contraire; ou bien le remboursement des retenues avec ou sans allocation s'il a moins de 15 ans d'affiliation.

Les mesures autorisées par la dépêche du 27 janvier 1939 modifient profondément ces conditions de retraite en faveur de ceux qui sont frappés par le décret-loi du 12 novembre 1938. En toute hypothèse ceux-ci auront une pension immédiate et une bonification d'annuités s'ils ont moins de 25 ans d'affiliation.

A prendre à la lettre le nouvel article M homologué par le Ministre, tout agent mis à la retraite d'office en application de l'art. 19 doit en bénéficier; aucune réserve n'est faite; en principe, les femmes agents en disponibilité qui continuent de faire partie du personnel pour-

raient donc demander l'application de cet article M lorsqu'elles sont mises d'office à la retraite en vertu de cet art. 19.

Mais, en réalité, ces mesures n'ont été adoptées qu'en faveur des agents qui par le seul fait de l'application du décret-loi sont rayés du cadre avant d'avoir pu réaliser le minimum de 15 ans ou de 25 ans d'affiliation.

Tel n'est pas le cas pour les femmes agents dont le contrat de travail lui-même comporte l'aléa d'un retrait de fonctions toujours possible, sans que la réintégration, ni même le maintien en disponibilité soient jamais assurés.

La mise à la retraite d'office à 55 ans ne leur fait perdre rien, puisque la S.N.C.F. pouvait très bien ne jamais les utiliser.

Or, les dispositions homologuées ont uniquement pour but d'atténuer la rigueur de la mise à la retraite pour ceux qui, au moment où cette mesure a été prise, étaient en service et auraient pu normalement y rester jusqu'au moment où ils auraient atteint les minima de 15 ans ou de 25 ans.

Pour ces raisons, j'estime que si les femmes agents en disponibilité et dont la situation dépend de leur mari doivent être mises à la retraite à 55 ans (plus majoration pour enfants) par application du décret-loi du 12 novembre 1938, leur pension doit être liquidée conformément à l'art. 9 du règlement (et 61 de la Convention



Collective), sans les faire bénéficier des dispositions de l'art. M approuvé par dépêche ministérielle du 27 janvier 1939.

Il peut se faire que les intéressés réclament l'application de cet article M, mais, pour les raisons qui viennent d'être développées, il conviendrait de repousser la réclamation et de laisser au besoin aux Tribunaux le soin de juger la question.

11 Voeu 16

13 Veltinwagen.

9 B.

in disponibilit

Tal 1 au approu  
last 19 & 20 sur 12 y a 14 25.

texte 6 B

texte disponibilit

texte en 25

De fait que le 25 est l'ordre  
de l'Etat pour l'ordre  
de l'Etat pour l'ordre

de l'Etat  
de l'Etat  
de l'Etat

les choses. 17